



# ARD

## Alliance Républicaine pour le Développement

### Journal Réalité Edition mensuelle du 1er Janvier 2019

Président de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) : Adan Mohamed Abdou

Directeur de publication : Mahdi Ibrahim God # Rédacteur en chef : Maki Houmed-Gaba

#### SOMMAIRE

#### EDITORIAL

Mot d'introduction du directeur de publication .....	1
Message de nouvel an 2019 .....	2
Communiqué du président de l'ARD .....	3
Communiqué de la LDDH .....	3
Compte Rendu de la manifestation du 16/12/2018 à Paris .....	4
KIFAYA, « ça suffit ! » 1 <sup>er</sup> article de la trilogie.....	5
KIFAYA, « ça suffit ! » 2 <sup>e</sup> article de la trilogie.....	7
KIFAYA, « ça suffit ! » 3 <sup>e</sup> article de la trilogie.....	8

**BONNE NOUVELLE POUR 2019, par Mahdi Ibrahim God**  
Je suis très heureux de partager avec vous lectrices et lecteurs ce premier numéro de "Réalité" en ligne (imprimable). Un organe de qualité instauré aux lendemains de la signature de la Paix avec le Président Ahmed Di ni Ahmed. Beaucoup de choses restent à écrire sur cette période riche en activité sur le terrain. Nous devons tous saluer la reprise pour 2019 de "Réalité" l'organe du parti ARD qui sera dans un premier temps mensuel.  
Des dossiers restent à traiter face à la permanence du crime, de l'exode, de la famine, des exécutions extrajudiciaires, de la pauvreté exponentielle et de l'absence de tout pour le peuple djiboutien. Nous disons tout simplement que l'ARD restera la locomotive de la lutte contre le système sans compression aucune. L'année 2018 a été riche en enseignement sur tous les plans. La région a enregistré une avancée vers la paix régionale (certes tout n'est pas résolu), une option jusque-là impensable des décennies durant dans cette région meurtrie par des dictatures successives. En face de Djibouti, la situation est tellement catastrophique humanitairement que le Yémen avec ses déplacés et ses morts est devenu le Vietnam des monarchies du Golfe.  
Enfin, la résolution pour 2019 est la revendication de notre parti pour un Appel à Unifier l'Opposition quelque soit la couleur pour une libération totale du pays. Ce pays, notre patrie se meurt de jour en jour et exige de tout un chacun un effort pour se reconsidérer, non sur des bases inutiles mais plutôt sur une Unité nationale, tout simplement. Si vous partager les douleurs de toute nature, alors acceptez-vous les uns et les autres face au régime estropié escamotant toute avancée tant nationale que régionale.  
Seul uni, nous le vaincrons.  
Vive l'ARD, Vive Djibouti Une et Indivisible, Vive la République.

## MESSAGE DE NOUVEL AN 2019

L'USN, reconstruire, reconstituée et revigorée est entrain de sortir de l'ornière dans laquelle l'implosion orchestrée par pouvoir l'avait relégué.

Après deux années de silence imposé, l'USN revient donc en force et souhaite, à l'occasion de la nouvelle année 2019, au peuple djiboutien, tant à Djibouti ville que dans les régions de l'intérieur, une bonne et heureuse année : **que l'année 2019 soit celle de la délivrance du peuple djiboutien du jour dictatorial.**

Ceci dit : ceux qui croyaient que l'USN est morte, se sont lourdement trompés. En politique on ne meurt jamais, mais on marque un arrêt pour mieux sauter. Ce fut le cas pour l'USN, durant cette dernière période de chape.

Au cours de l'année qui s'achève, la corne de l'Afrique a fait l'objet d'une révolution démocratique inespérée sur fond d'une dynamique de paix sans précédent qui est partie de l'Éthiopie pour embraser toute la sous région sauf Djibouti, qui semble trainer les pieds pour faire cavalier seul, dans le statu quo ante, sans raison valable.

Nous ne voulons pas vous exposer aujourd'hui les perspectives de cette révolution dont l'Éthiopie est la locomotive mais vous dire simplement que, bien que l'horizon nous semble bien loin, il nous faudra nous y mettre immédiatement avec courage et détermination.

En cette fin d'année et sous le quatrième mandat de trop du régime djiboutien, il s'avère plus qu'évident que notre peuple dans sa quasi majorité rejette et se désintéresse totalement d'un avenir collectif avec ce régime moribond en place depuis plus de 40 ans. Pour celui qui s'oppose à cette évidence, rappelons lui que Honoré de Balzac disait que : »L'hypocrisie est le dernier degré du vice « et qu'il faille par conséquent s'en affranchir.

La population djiboutienne est parfaitement consciente que l'exploitation populaire, effrénée et démesurée, au profit d'un clan voire d'une famille, ne donne aucun répit et n'accepte aucun repli à ce régime prédateur pour se remettre en cause.

Djiboutiennes et Djiboutiens, il ne nous reste plus qu'à nous unir derrière et autour de l'USN pour vaincre ce régime inique et rapace et nous mobiliser sans plus tarder. Sans nous sous estimer et surtout comme le disait Sénèque en pareille circonstance : « tirons notre courage de notre désespoir même » et allons de l'avant.

Le 30 décembre dernier, la dite assemblée nationale cooptée redevenue monocole vient d'adopter un budget prévisionnel de 147 milliards de francs Djibouti pour la nouvelle année 2019. Malheureusement, aucun Djiboutien ne peut savoir ni certifier, fut-il à l'Assemblée, comme ce budget est dépensé, hormis le chapitre salaire donc nous connaissons tous tant l'opacité, à dessein entretenue, a toujours été et demeure la règle sacro sainte du régime en la matière.

Par conséquent, le peuple djiboutien doit mettre ce régime aux abois liberticide et corrompu, hors d'état de nuire en le chassant et lui demander, avec l'USN et tous les démocrates épris de liberté et de justice sociale, des comptes.

**UNISSONS-NOUS ET MOBILISONS NOUS JUSQU'À LA VICTOIRE FINALE  
BONNE ANNEE A TOUTES ET A TOUS**

Vive le peuple djiboutien  
Vive la république de Djibouti  
Vive l'USN

La lutte continue

Pour l'USN  
Adan Mohamed Abdou

## Communiqué du président Adan Mohamed Abdou

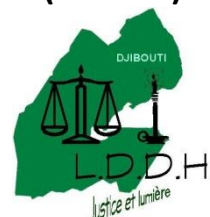
Le régime répressif ne chôme pas en ce début d'année dédiée aux vœux de liberté et de progrès. Ainsi, nous avons appris avec déception l'arrestation des sages de la société civile djiboutienne que sont Abdi Hadj et Omar Robleh Igal. Nous dénonçons leur arrestation et exigeons leur libération immédiate.

**Adan Mohamed Abdou**

**Président de l'ARD et  
coordinateur de l'USN**

Djibouti le 5 janvier 2019

## **Ligue Djiboutienne des Droits Humains (L.D.D.H)**



Djibouti, le 05 Janvier 2019

### **COMMUNIQUE DE PRESSE LE CYCLE DE LA REPRESSION !**

Selon les informations sûres et concordantes recueillies par la LDDH, des nouvelles arrestations sont opérées au sein de la Communauté Yonis Moussa et ainsi ont été arrêtés le Vendredi 4 Janvier 2019 à 20H30 deux sages de cette Communauté.

Il s'agit de :

1. ABDOURAHMAN MOUSSA DADAR
2. OMAR ROBLEH IGAL

Enlevés par des éléments cagoulés de la Sécurité devant leurs domiciles, leur lieu de détention reste inconnu et leurs familles sont sans nouvelles.

Il est indéniable que ces arrestations soient en relation par la tragédie du BOULJOUQO survenue le 21 Décembre 2015, au cours de laquelle des dizaines des paisibles citoyens ont été abattus par des balles des forces de Sécurité intégrée (Militaires, Gendarmerie et Police).

La Communauté de Yonis Moussa continue de réclamer à ce jour la Justice pour ses victimes et la fin de l'impunité dont bénéficient les auteurs et commanditaires.

La LDDH dénonce et condamne énergiquement ces arrestations illégales et arbitraire et exige la libération immédiate et sans condition de ces deux sages de la Communauté de Yonis Moussa et s'associe à leur revendication légitime de Justice pour leurs victimes abattus à BOULJOUQO.

**Le Président de la LDDH  
Omar Ali Ewado**

## Compte rendu de la manifestation du 16 décembre 2018 face à l'ambassade de Djibouti à Paris en commémoration des victimes civiles d'Arhiba, de Bouldhouqo et de Quartier 5

Une vingtaine de Djiboutiens ont bravé le froid de l'hiver et se sont rassemblés à l'appel de l'Association pour la Démocratie et le développement (ADD) et de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) face à l'ambassade de Djibouti pour commémorer les moments de drame dans l'histoire de Djibouti.

Le président de l'ADD Ahmed Kassim Isse a introduit la situation des crimes d'État à Djibouti expliquant l'appel à la commémoration.

A la suite d'une explosion survenue au Café de Paris à Djibouti en octobre 1990, plus de 200 membres du clan Gadaboursi ont été arrêtés et torturés par les autorités qui cherchaient à leur imputer la responsabilité de cet attentat.

Le 18 décembre 1991, 59 civils rassemblés à l'aube sur la place centrale du quartier Arhiba à Djibouti-ville sont tués par les forces armées nationales en représailles à un revers subi par les mêmes forces armées dans le nord du pays face aux combattants du FRUD.

De nouveau, 90 personnes rassemblées le 21 décembre 2015 pour une cérémonie culturelle à Bouldhouqo près de Balbala à Djibouti-ville ont fait l'objet de tirs au moyen de chars et d'armes lourdes par l'armée djiboutienne.

La commémoration tenue en ce 16 décembre 2018 a permis une fois de plus de demander justice et réparation pour les victimes des tueries mais aussi pour les civils tués et les femmes violées dans le nord du pays accusés de soutenir des hommes armés.

Les nombreux slogans scandés ont rappelé à la mémoire de chacun les crimes impunis de l'État de Djibouti.

S'y ajoute désormais depuis décembre 2018 une plainte pour biens mal acquis déposée à Paris diligentée contre les proches d'Ismaël Omar Guelleh.

De nombreux djiboutiens militants des droits de l'homme en exil ont fait le déplacement de toute la France pour témoigner de leur vécu sous la furie de la dictature de Djibouti. Il s'agit de Djihad Saleh Ahmed, Souleiman Waberi Djama, Djilani Ahmed Abdourahman, Ali Dimbio Ahmed, et de deux membres du MJO-Europe Moustapha Ibrahim et Yassin Ibrahim Youssouf.

A bout de souffle, l'État djiboutien a tenté en vain d'intimider les participants en installant une caméra aux fenêtres de l'ambassade destinée à enregistrer le déroulement de la manifestation.

Maki Houmedgaba,  
Représentant de l'ARD en Europe

Fait à Paris, le 20/12/2018



**« KIFAYA ! » Début de la trilogie KIFAYA (acte d'accusation visant une personne pour ce qu'elle est)  
par Mohamed Ali Abdou (ARD)**

Nous proposons de rappeler sur ces deux pages le contenu de l'Allocution du Président de la République en date du 11 mai 1999 à l'occasion du 1er conseil des ministres du premier de ses mandats:

« Pour honorer une telle confiance entre la Nation et ma personne en qualité de Président de la République, j'ai voulu constituer une équipe gouvernementale, laboratoire d'idées et d'actions, qui regroupe des hommes et des femmes militants du progrès, praticiens de la pensée et de l'innovation et capables de m'aider en dépassant les structures rigides et les intolérances factices, pour réaliser les ambitions que j'ai formulées pour notre Nation afin qu'elle épouse son temps.

...Par conséquent j'exige de chacun de vous, tant dans l'exercice qu'en dehors de vos responsabilités et dans vos relations avec les citoyens, le comportement de dignité que nos concitoyens exigent des hommes et des femmes qui ont en charge les affaires publiques. Ce comportement doit être irréprochable sur le plan de la rigueur morale et civique... Tout manquement à cette Éthique entraînera immédiatement votre démission du gouvernement. C'est dans cet esprit que je vous demande de vous conformer aux instructions suivantes :

1. / Aucun membre de mon gouvernement ne devra cumuler ses fonctions gouvernementales avec d'autres activités publiques ou privées, directement ou indirectement.

2. / Aucun membre de mon gouvernement ne profitera de ses responsabilités pour promouvoir, aider ou soutenir des projets, à des fins particulières ou personnelles.

3./ Toute corruption, ou soupçon de corruption, tout abus du bien public, toute forfaiture ou concussion, dont un membre de mon gouvernement ou ses collaborateurs seraient l'objet, entraîneront immédiatement son départ et l'engagement des procédures judiciaires en vigueur à Djibouti... »

Les ambitions présidentielles formulées pour la Nation seront examinées dans une deuxième partie en tirant le bilan de ce que le chef de l'État a détruit au terme de près de quatre mandats.

### GABEGIE ET DÉLINQUANCE D'ETAT

On ne sait pas trop de quelle Nation il parlait dans son allocution mais jugeons les actes de « ce laboratoire d'idées et d'action, ces Hommes et Femmes militants du progrès, praticiens de la pensée et de l'innovation » censés réaliser les ambitions Présidentielles pour la Nation, à l'aune de deux rapports. Le premier rapport est le seul général public de feu la CCDB, paru Nous l'avons déjà largement commenté dans Réalité qui y avait consacré plusieurs numéros (117 du mercredi 15 décembre 2004 et suivants).

« Défaillance dans la tenue des comptabilités, absence de pièces comptables des ordonnateurs et administrateurs de crédits, imputations budgétaires irrégulières, dépassements de crédits, infractions au code des marchés publics... », **Les malheureux magistrats avouant même avoir été confrontés à l'« existence de caisses parallèles à celle du Trésorier Payeur Général !!! ».**

Sans commentaires sauf pour constater que cette gabegie et délinquance d'État n'a entraîné aucun départ immédiat des coupables pas plus qu'il n'y eut « engagement des procédures judiciaires en vigueur à Djibouti »

comme s'y était engagé le chef de l'État...

Il est inapproprié et surtout fastidieux de faire ici un inventaire de toutes les infractions, détournements de fonds constatés durant ces quatre mandats. A Djibouti où tout le monde connaît tout le monde, l'enrichissement aussi fulgurant que sans cause de la bourgeoisie d'État est un très mauvais signal adressé à un peuple paupérisé. Constatons seulement qu'une impunité partielle a systématiquement été assurée en haut lieu à tous ces délinquants d'État et lorsque une enquête internationale est déclenchée, l'impunité locale ne suffisant pas devant la certitude de poursuites judiciaires à l'étranger, le sommet de l'État confère à une partie de son « laboratoire d'idées et d'actions », une immunité diplomatique.. Jusqu'à quand ?

Trois mandats plus tard, La Cour des Comptes nouvelle formule a rendu public un rapport général en quatre parties : La gestion des projets de développement, le contrôle de la gestion des fonds, Une Synthèse du contrôle des Établissements et Entreprises publiques, Synthèse du rapport sur l'exécution de la Loi de Finances pour l'année 2016. . Instructif ! Non pas sur la nature et la prégnance de la délinquance financière et politique car il n'y a rien de nouveau à ce sujet:

(Non respect des textes qui régissent le compte des produits divers, Non respect du cadre des finances publiques, anomalies dans la gestion des fonds, absence de pièces comptables, organes de supervision inopérants, absence de suivi-évaluation...les magistrats constatant effarés dans la gestion des projets sur lesquels interviennent des chefs de projets et des comptables de projets qui ne sont pas soumis aux régimes de responsabilité des comptables publics déplorent une incompréhensible immunité de responsabilité ) mais sur l'audit lui-même : combien il a duré, qui il a visé, et surtout n'a pas visé et quand ?

Nous reviendrons sur ce sujet mais afin que chaque lecteur et citoyen puisse faire sa propre analyse, ce rapport sera publié dans quelques heures (en document pdf.)

Observons pour le moment que :

- Le rapport paraît à deux ans de la prochaine Présidentielle et s'inscrit de toute évidence, en plus d'autres audits ad hoc en cours, dans le cadre de l'impitoyable guerre de succession... car sont en effet épinglés par le rapport la gestion des fonds publics, trois des prétendants (déclarés ou pas), en lice.
- Ne sont pas audités tous les Établissements et Entreprises publiques et notamment les plus rentables et qui constituent depuis des décennies des aires de pâturage exclusives...

Mais ce que ni les magistrats de feu la CCDB, ni ceux en exercice à la Cour des Comptes ne nous disent pas et sans doute parce que tout le monde le sait, c'est la plus flagrante et la plus lourde de conséquence et d'anomalie pour le pays et la Région :

**L'ESSENTIEL DES RECETTES DE L'ETAT (LE COMMERCE DES BASES MILITAIRES ET LES RECETTES PORTUAIRES ECHAPPENT A TOUT CONTROLE PARLEMENTAIRE OU BUDGETAIRE)**

!

Aux protestations des bailleurs de fonds ou locataires des baux militaires qui s'émeuvent de ce que ces recettes ne soient pas versés au trésor public mais à la banque centrale, il est opposé le sacro saint principe de souveraineté. « IL EST GRAND TEMPS QUE LE PEUPLE RECONQUIERT SA SOUVERAINETE EN EXIGEANT UNE REDDITION DES COMPTES ! »

**AINSI S'EXPRIMAIT LE CHEF DE L'ETAT DE DJIBOUTI ISMAEL OMAR GUELLEH LE 11 MAI 1999 LORS DE SON PREMIER CONSEIL DES MINISTRES D'UNE LONGUE SERIE.**

**«KIFAYA 2 » suite de la trilogie KIFAYA (acte d'accusation visant une personne pour ce qu'elle est) par Mohamed Ali Abdou (ARD)**

**KIFAYA(II)**

Parce que « Qui aime bien, châtie bien », KIFAYA est aussi deux cris du cœur à l'adresse de mes compatriotes pour que le plus grand nombre se lève comme un seul homme et exige une reddition des comptes au principal responsable et comptable de la prédation...Et si Allah me prête vie je serai dans la foule ce jour-là, au premier rang. Inch'Allah !

– Le premier à chacun d'entre nous. Ne nous voilons pas la face car comme le rappelle souvent l'ami Ali Ouffaneh Waberi dans ses posts pleins de bon sens, nous jouons tous et chacun un rôle peu enviable dans la permanence de la prédation dans les mœurs de nos dirigeants. Par notre silence, résignation ou notre complicité. Tout est contenu dans cette formule lapidaire et mortifère : WASKA CAADI ! Elle se décline dans toutes les langues nationales, les prédateurs se recrutant dans toutes les communautés...Si elle exprime bien la banalisation de la prédation, elle est aussi un indicateur du renversement de l'échelle des valeurs dans notre société. Sauf vital sursaut Républicain, l'arbitraire et la Loi de la jungle ont de beaux jours devant eux!...ASTOR YAA SITTIIR !

Il n'est pas question ici de leçon, de morale ou de prêche.

Juste une invitation de chacun et de tous à une introspection sans complaisance. Aussi longtemps que nous mendierons un Droit, ou ferons le pied de grue pour solliciter un Passe-droit, nous ne pourrons pas inculquer dans l'esprit des gestionnaires de fonds publics que le bien public ce n'est pas le bien de personne, mais le bien de chacun.

Juste un utile rappel : « L'Homme a par devant lui et derrière lui des Anges qui se relaient et qui veillent sur lui par ordre d'Allah. En vérité, Allah ne modifie point l'état d'un peuple, tant que les individus qui le composent ne modifient pas ce qui est en eux-mêmes...Et lorsqu'Allah veut infliger un mal à un peuple, nul ne peut le repousser. Ils n'ont en dehors de lui aucun protecteur. » Coran. Le tonnerre. V11 Et c'est un rappel valable à l'auteur de ces lignes plus qu'à d'autres...

– Le second à l'adresse des résistants et démocrates de l'intérieur comme de l'extérieur. Pour que soit mis, sinon un terme, du moins une sourdine à ces insolubles querelles d'égos et de chapelles.. Elles prolongent la durée de vie de la dictature mais aussi et plus gravement font le lit d'un Émirat en gestation...

Et honni soit qui mal y pense !

**« WAR KA JOOG ! » suite et fin de la trilogie KIFAYA (acte d'accusation visant une personne pour ce qu'elle est) par Mohamed Ali Abdou (ARD) WAR KA JOOG !**

**Avant-propos**

C'est la suite et la fin de la trilogie KIFAYA, ainsi intitulée parce que c'est un acte d'accusation qui interpelle une personne pour ce qu'elle personnifie. Y sont pris à témoins les communautés nationale et internationale. Une dernière fois !

A la première nous tenons à nouveau à rendre un hommage appuyé. C'est elle que les signataires de l'Accord de Paix du 12 mai 2001 sont convenus de consulter pour trancher tout litige en rapport avec son application. A chaque fois qu'elle a été sollicitée ou convoquée, elle nous a accompagnés dans tous les combats menés pour restaurer une Paix troublée et constamment menacée par le gouvernement. Elle a survécu à une décennie de guerre civile, deux holdups électoraux, une décennie de boycott, à la violation de Deux Accords (l'un de Paix ayant mis fin à une décennie de guerre, l'autre à la plus longue crise improprement qualifiée de post électorale qu'a connu ce pays), aux massacres de Bouldhouqo, d'Arhiba, à tous les attentats non élucidés qui ont tour à tour servi de prétexte aux innombrables répressions contre des communautés différentes, à l'état d'urgence encore en vigueur qui a servi et sert encore de prétexte pour arbitrairement se débarrasser de toute voix discordante...

Mais aussi et surtout, miracle divin sans doute, à la sanglante discorde qui a agité la Région 2 de l'Éthiopie voisine et qui, c'est une certitude, trouve sa source ici.

Profitons de l'accalmie là-bas, grâce à un modus vivendi arraché au forceps, pour interpellier la raison de notre communauté nationale et l'aider à faire preuve d'un discernement qui était presque impossible tant ses affects et instinct ont été sciemment et basement sollicités au plus fort de la fitna.

Le risque est grand de voir cette accalmie à nouveau troublée quand on garde à l'esprit les suites réservées par le gouvernement à tous les Accords (nationaux et internationaux) qu'il a signés par le passé. Quand on sait qu'il se trouve dans la nature tout le long du corridor routier, des centaines de ce qu'il est plus juste d'appeler des mercenaires à la solde d'une mafia et de contrebandiers en col blanc et non des pasteurs en quête de pâturage, lourdement armés d'équipements sophistiqués prêts à répandre le sang à la poursuite d'intérêts mercantiles ou irrédentistes.

Les faits, écrits et propos commentés et analysés ci dessous sont irréfutables. Les commentaires et analyses n'engagent pas que l'auteur parce qu'exprimant UN RAS LE BOL GÉNÉRALISE, mais l'acte d'accusation reste incomplet (il faudrait plusieurs tomes d'un livre...) du fait de sa rédaction dans l'urgence pour profiter de la durée d'une précaire accalmie Elle est invitée à un vital sursaut républicain pour sauver ce qui peut l'être encore d'un État désormais réellement menacé de disparition physique.

– La seconde, voisins proches ou lointains, que ses relations avec Djibouti soient séculaires ou récentes, qu'elle soit militairement présente sur notre sol ou pas est avertie et mise en garde ! Car ses intérêts multiples déjà malmenés pourraient être plus durement impactés et menacés par les événements en cours ou à venir... Examinons à présent le contour des « ambitions formulées par le chef de l'État pour la Nation » lors de sa première allocution du premier conseil des ministres du premier de ses mandats en tirant le bilan de quatre mandats présidentiels à l'aune de la devise du pays dans laquelle ne se reconnaissent désormais plus l'écrasante majorité de nos concitoyens.

Unité et Égalité.

L'Unité a été rompue dès le lendemain de l'Indépendance par la démission du premier des Premiers Ministres de la République et un des pères de l'Indépendance, qui a créé une crise politique qui perdure encore.

Elle a volé en éclats lors du déclenchement d'une guerre civile qui a duré une décennie.

C'est la rupture des principes de l'Égalité et de l'Unité qui a conduit après dix années d'indépendance et une décennie de monopartisme au déclenchement d'un conflit armé C'est le déni permanent de citoyenneté à une des principales communautés, l'arbitraire qui frappe désormais toutes les communautés dans la délivrance de cette citoyenneté, la déchéance toute aussi arbitraire de ceux qui l'ont déjà qui pèse comme une épée de Damoclès sur la tête de tout opposant (la liste est longue qui frappe toutes les communautés), les dénis de Justice, les deux poids deux mesures, la marginalisation généralisée.. qui a poussé aux Législatives de 2003 et plus nettement encore à celles de 2013, le peuple djiboutien à voter comme un seul homme en faveur du changement.

Au terme de quatre mandats, la seule Unité qui subsiste c'est celle dans la prédation de la coalition au pouvoir (ceux- là mêmes qui ont déclenché les hostilités armées et imposé au peuple une décennie de guerre ici, les mêmes qui insatiablement, aussi assoiffés de richesses que de sang, déstabilisent un État voisin parce qu'ils n'ont pas réussi ici à renouveler le conflit malgré la reconduction de ses causes grâce à la vigilance d'un peuple mûr et conscient et qui y voit maintenant plus clair grâce à sa patience sur les intentions inavouées du quarteron au pouvoir)

et l'Unité dans la misère, la marginalisation qui, si elle s'est aggravée pour la communauté qu'elle a frappée en premier, frappe aujourd'hui toutes les franges de la communautés nationale, toutes les Régions..

Unité et Égalité aussi dans la répression qui, si elle a en premier frappé une communauté nationale puis tour à tour toutes les autres, prend aujourd'hui une tournure inouïe et inédite chez nous pour sa violence compulsive et aveugle.

La République dépecée et privatisée

. L'Unité et l'Égalité ainsi rompues puis détruites, les contours des ambitions présidentielles non formulées pour la « Nation », peuvent être décryptées dans les statistiques officielles des cadres dans la haute fonction publique et singulièrement dans le monopole familial dans la gestion des ports et Entreprises publiques rentables et aussi dans celles des forces armées que nous nous interdirons désormais de qualifier de « nationales » au regard de la sociographie des officiers supérieurs dans tous les corps d'armes mais aussi parce qu'elles n'ont jusque là presque exclusivement servies qu'à commettre en toute impunité, des boucheries d'innocentes victimes, parce qu'au nom de la lutte contre le Terrorisme et au moyen de l'état d'urgence, elles sèment indistinctement la terreur au sein de la population avec l'avènement d'escadrons encagoulés qui ont déjà procédé à des descentes musclées dans les annexes des partis de l'opposition, à l'enlèvement de notables à leur domicile, grièvement blessé le président d'une coalition légale et d'un ancien ministre, et à deux reprises grièvement blessé un député en exercice (exfiltré en urgence et en catimini par une organisation humanitaire pour lui procurer des soins d'urgence)...

Il ne reste plus que des meurtres et disparitions qu'auraient déjà subi la communauté Oromo dans le cadre d'une deuxième série d'Accords de défense avec le TPLF...

Ses ambitions non formulées pour la Nation peuvent également être facilement décryptées dans le monopole accordée à l'import et la production des denrées alimentaires ; le monopole dans la délivrance de conformité aux normes des automobiles accordées à une société privée et autrefois exercé par le ministère de l'intérieur, mais aussi le monopole accordé à une société de droit privé, de collecter les redevances sur « le corridor routier » qui approvisionne... l'Éthiopie voisine. Tiens ! Tiens ! Mon Dieu, quelle horreur ! Trois ans après la privatisation de cette activité régaliennne ici, les sanglants soubresauts qui agitent encore la Région 2 voisine de l'Éthiopie auraient-ils pour origine la tentative de monopoliser la contrebande qui rapporte au moins autant et souvent plus pour certaines marchandises (armes, tabac alcool...) que le commerce régulé et désormais monopolisé sur ce « corridor routier » ? La similitude des enjeux laisse peu de place au doute, car ce ne sont pas des pasteurs se disputant des pâturages et points d'eau, il est vrai de plus en plus rares, que ces affrontements opposent.

Je sollicite l'indulgence de mes compatriotes car je sais : la liste est interminable et trop peu de place ici pour être exhaustif et peu de temps qui nous reste pour agir vite et bien maintenant que tout le monde y voit plus clair. Tout ce que nous subissons indistinctement est à l'évidence, une lubie d'inspiration et au service d'une famille.

#### La Paix

Au lendemain de l'Accord de Paix signé le 7 février à Paris, le regretté Dini nous fait parvenir par voie expresse dans le maquis un exemplaire dudit Accord accompagné du commentaire suivant :

« Cet Accord se propose de traiter d'une situation dont l'évolution est instable et dangereuse. Par conséquent, soit il sera appliqué loyalement et permettra de régler tous les points soulevés, soit il ne sera pas appliqué et risque alors de créer des problèmes supplémentaires, loin de régler ceux existants ».

Et ils sont là, complexes et multiples risquant d'emporter ce pays !

Si c'est bien grâce à nous et au bâcher de la Paix qu'il n'y a plus de guerre depuis 2001, c'est à cause de lui qu'il n'y a pas de Paix dans le pays et la région.

La profonde crise politique multiforme qui se caractérise depuis près de quatre mandats par une désormais intenable situation de ni guerre ni paix est consécutive à la violation de l'Accord de Paix du 12 mai 2001.

– Sur le plan national

La Paix est en permanence troublée dans le nord et le sud-ouest du pays par une insécurité sporadique le plus souvent revendiquée par le ministère de l'intérieur qui lance à tort et à travers des accusations que personne ne prend au sérieux et qui in fine maintiennent ces régions en marge du développement national et surtout profite au monopole des ports de la capitale pour l'approvisionnement d'un marché de près de cent millions d'habitants.

. En violant l'Accord de Paix du 12 mai 2001, le gouvernement a délibérément créé cette intenable situation de ni guerre ni paix préjudiciable au développement dans le nord.

. Le chef de l'état a en personne reporté sine die un généreux programme de réhabilitation qui prévoyait la reconstruction des zones et habitations dévastées par le conflit, et la réinsertion des combattants démobilisés.

. En reconduisant et aggravant les causes du conflit, le gouvernement s'acharne en vain (les mêmes causes produisant les mêmes effets) à créer les conditions d'un renouvellement de ce conflit qui feraient ses affaires dans tous les sens du terme.

. Depuis l'Accord de Paix et sa violation, le budget de la Sécurité Militaire et Intérieure a connu une croissance vertigineuse pour un pays qui se proclame en paix. Il se chiffre cette année pour le seul nord de la République sous administration militaire à plus d'un milliard de nos francs ! En comparaison, Budget de reconstruction ? walou. Celui du Conseil Régional ? Une aumône de cinquante millions qui ne couvre même pas le budget de fonctionnement... Et à en croire le gouvernement, « la Décentralisation est en bonne voie ». A chaque rentrée parlementaire depuis quatre mandats, elle figure au rang « des priorités du chef de l'État » A ce rythme, c'est un processus qui risque de ne pas voir le jour de son vivant. De qui se moque t-on ?

. Mais cette Insécurité ne fait pas seulement le bonheur de charaçons en uniformes et en col blanc dans le nord...elle fait aussi les affaires d'anciens et nouveaux actionnaires du port de Doraleh...qui gardent le monopole de l'approvisionnement de notre principal partenaire commercial.

. C'est l'insécurité qui est aussi invoquée pour expliquer l'injustifiable retard, il serait plus juste de parler de sabotage, des projets du port de Tadjourah et de la route Randa / Balho. Projets voulus et initiés au forceps par le défunt Premier Ministre Éthiopien et censés désenclaver le Tigray et accélérer l'intégration régionale... Retard qui fait les affaires des nouveaux actionnaires du port de Doraleh!!!

– L'Insécurité ainsi créée et entretenue dans le nord risque d'avoir aussi malheureusement des conséquences

économiques et sociales dans la capitale : les termes inacceptables de la concession du port de Doraleh à la Chine prévoient que soient exclus des activités de manutention (principale activité portuaire génératrice de revenus), les opérateurs économiques nationaux et régionaux (MTS) à partir de 2019. La désormais première puissance économique du monde n'a pas besoin de s'enrichir au détriment des riverains de la mer rouge. Si soucieux de ses intérêts lorsqu'il s'agit de la mer de Chine, notre partenaire comprendra aisément que soient contestés les termes d'une concession qui lèse les intérêts économiques vitaux des opérateurs nationaux et régionaux !

. Depuis des années, chaque acte de vandalisme est, sitôt accompli, immédiatement revendiqué ... par le ministère de l'intérieur qui le médiatise à outrance en lançant des accusations que personne ne prend au sérieux.

. En mai 2006, le chef d'état-major général des armées américain effectue une visite de travail à Djibouti et est reçu en personne par le chef de l'État. Convaincus à juste titre que la stratégie sécuritaire ne peut être viable si elle se fonde uniquement sur l'aspect militaire, les États-Unis venaient d'adopter l'African Growth and Opportunities Act ( AGOA). C'est dans le cadre de ce programme que le général expose au chef de l'État un projet détaillé d'un port à Obock qui créerait à terme des milliers d'emplois directs et indirects. Le chef de l'État approuve et le pentagone est satisfait de l'acquisition d'un pied à terre sur pilotis avec vue imprenable sur le golfe d'Aden et le Bab-el Mendeb ! Le lendemain ce n'est pas l'armée nationale ni la gendarmerie ni les commandos encagoulés de la police nationale qui sèment ces derniers temps la terreur à Djibouti-ville, qui se rendent à Obock, mais une forte artillerie commandée par le chef d'état-major particulier de... la Présidence, le général Abdo Dembil qui part en excursion à Obock bombardant à l'aveuglette les Mablans pendant quarante huit heures et retournant à Djibouti avec comme trophées de guerre une dizaine de civils dont des notables venus assister à un mariage traditionnel et présentés à la presse et à la justice comme étant les complices de « mercenaires étrangers ». Ils sont vite relâchés et innocentés devant le tollé général suscité par l'in vraisemblance de telles accusations. Mais le mal était fait et bien fait. Les autorités Djiboutiennes expliquant aux Américains qu'elles ne pouvaient donner suite à leur projet pour des raisons d'... Insécurité ! Exit le Growth opportunity pour Obock et sa population paupérisée. Exit les États-Unis. Un quinquennat plus tard c'est la Chine qui se voit octroyée ce même site mais militaire sans créations d'emplois civils dans le cadre d'un Accord de Défense dont personne ne connaît la teneur.

Sur le plan Régional...

Il y a eu, souvenons-nous, une quasi-concomitance entre l'accession au pouvoir d'Ismaël Omar Guelleh à la Présidence et la signature d'un Accord secret de défense avec le TPLF au pouvoir en Éthiopie. Cet Accord qui a installé l'actuel président au pouvoir s'est fait en plein conflit armé opposant le pouvoir au Frud-Armé et au détriment de ce dernier.

Il s'est concrétisé par l'arrestation puis l'extradition de dirigeants et combattants du Frud-Armé : ainsi, Kadamy, Kamil Mohamed Ahmed dit « Kabir », Ali Maki, Daoud Ahmed Ali, Bourhan Mohamed Cheikh, Mohamed Daoud Chehem, ... et Aicha Dabalé (alors enceinte !) sont cueillis à la frontière et jetés à Gabode. S'ensuit durant tout cet été-là, une traque au Frud-Armé sur tout le territoire éthiopien à laquelle la poignée de dirigeants qui allait poursuivre la lutte (dont l'auteur de ces lignes) n'a échappé qu'en regagnant clandestinement et précipitamment le maquis du nord. Rapidement réorganisés au sortir d'un congrès dans le nord, nos représailles n'ont pas tardé.

Tandis que d'efficaces embuscades sont tendues dans le nord, un commando du Frud-Armé parti des Mablans effectue un spectaculaire coup de main dans le plus emprunté corridor routier approvisionnant l'Éthiopie. Tous aussitôt revendiqué depuis Paris par le président Dini dans un communiqué officiel condamnant l'ingérence Éthiopienne dans le conflit interne Djiboutien. L'avertissement était clair : Le Frud-Armé avait la détermination et les moyens de cibler sur le sol Djiboutien, les intérêts Éthiopiens où et quand il le voulait.

Comprenant le danger que faisait planer sur ses intérêts vitaux cette alliance militaire, l'Éthiopie retire son soutien militaire et financier à Guelleh dans le conflit inter-Djiboutien. N'ayant aucune animosité envers l'Éthiopie et souhaitant conserver les relations d'amitié et d'échanges nous liant à l'Éthiopie et ses populations, le Frud-Armé n'a plus ciblé les intérêts Éthiopiens jusqu'à la fin du conflit armé...

Par l'obsession d'un homme à asseoir son pouvoir, nous venions d'échapper de justesse à un conflit régional généralisé ! Car de l'autre coté aussi, la première communauté qui a subi et le plus longtemps la répression du TPLF était les Afars, même si leur héroïque résistance n'a pas bénéficié du même écho médiatique que celles plus récentes mais tout aussi chevaleresques des populations Amhara et Oromo.

. La deuxième série d'Accords signés par Guelleh s'est faite elle au mépris des principes de bon voisinage et au détriment de l'Érythrée à laquelle l'a opposé un conflit armé improprement qualifié de frontalier ( le rocher de Doumeyra étant bien avant la naissance de l'État Érythréen en 1993 et de l'État Djiboutien en 1977 et bien avant la pénétration coloniale, la propriété foncière multiséculaire, exclusive et indivise du Sultanat de Rahayta. Et Il aurait suffi de recourir aux instruments internationaux ad hoc pour le trancher si tel était le cas). La commission d'enquête de l'International criss Group, dont le rapport est resté à diffusion restreinte (diplomatique) est formelle, ce sont les forces Djiboutiennes qui ont, en premier ouvert le feu. Ce conflit qui n'est pas frontalier poursuivait des objectifs inavoués de la maléfique alliance TPLF/RPP...

IL EST DÉSORMAIS CLAIR POUR TOUT LE MONDE QUE LE CHEF DE L'ETAT PARCE QUE NOUS LE TENONS POUR COMPTABLE ET PRINCIPAL RESPONSABLE DES PROBLÈMES DANS CE PAYS ET LA RÉGION, NE PEUT FAIRE PARTIE D'UNE SOLUTION DE SORTIE DE CRISE A DJIBOUTI.

MAIS PARONS AU PLUS PRESSE : UN MODUS VIVENDI AYANT ÉTÉ TROUVE LA BAS POUR LEQUEL IL FAUT FÉLICITER TOUTES LES PARTIES, LA PLUS GRANDE VIGILANCE S'IMPOSE PLUS QUE JAMAIS A LA FRONTIÈRE ENTRE LA RÉGION 2 DE L'ETHIOPIE ET DJIBOUTI POUR NEUTRALISER LES BANDES LOURDEMENT ARMEES DE MERCENAIRES , A LA SOLDE DE CONTREBANDIERS EN COL BLANC QUI RODENT ENCORE SUR LE CORRIDOR ROUTIER PRÊTES A SEMER LA DISCORDE ET LE CHAOS SUR LE CORRIDOR ET LA RÉGION.

FAUTE DE QUOI UNE REPRISE DES AFFRONTLEMENTS ARMES DÉCLENCHERAIT DE PART ET D AUTRE DE LA FRONTIÈRE, UN INCONTRÔLABLE SOULÈVEMENT DE LA VIE ET UN TSUNAMI QUI RISQUE D'EMPORTER L'EXISTENCE PHYSIQUE DE DJIBOUTI EN TANT QU'ETAT.

ET C'EST AU PEUPLE DJIBOUTIEN QU'IL APPARTIENT DE SAUVER CET INESTIMABLE BIEN COMMUN QU'EST DJIBOUTI SINON CE SONT LES INTÉRÊTS COMMERCIAUX OU MILITAIRES RÉGIONAUX OU INTERNATIONAUX QUI RISQUENT D'EN FAIRE UN CHAMP DE BATAILLE...